RAPPORT ANNUEL 2015

FSD
FRANCE

SOMMAIRE

Association FSD France	1
Rapport moral du président	3
République Centrafricaine	8
Angola	12
Philippines	15
Rapport de performance	18
Rapport financier	20

Association FSD France
33 Allée du Joran
F-74160 Feigères, France

Phone: +33 450 35 15 43
Email: info@fsdfrance.fr
Web: www.fsdfrance.fr

ASSOCIATION FSD FRANCE

L'association FSD France travaille pour améliorer la sécurité humaine, dans des situations précaires marquées par la violence et l'instabilité. Les activités principales sont la lutte contre les mines anti-personnel et les munitions non-explosées, ainsi que la dépollution de sites contaminés.

L'association FSD France est apolitique et sans but lucratif. Créé en 2008, FSD France a un statut d'association humanitaire régi par la loi du 1er juillet 1901. FSD France est reconnue comme œuvre d'intérêt général. Des versements sous forme de dons peuvent permettre une réduction de l'impôt sur le revenu.

Ce sont des professionnels du déminage et de l'action humanitaire qui ont créé cette association. L'idée a toujours été de générer des résultats concrets sur le terrain, là où il y la population civile, menacée par l'insécurité, l'instabilité et la guerre.

L'association FSD France est, pour l'essentiel, financée par des subventions de la Communauté Européenne.

Au siège, ce sont des bénévoles qui assurent le fonctionnement de l'organisation. Sur le terrain, ce sont des professionnels pointus qui mènent des actions parfois dangereuses. Nos experts sont conscients des risques encourus. Ils vont sur place pour recruter et former des spécialistes locaux, puis ils supervisent les travaux pendant toute la durée des contrats avec les bailleurs de fonds.

L'association FSD France a un accord de coopération avec la FSD qui est basée à Genève, en Suisse. Pour le déminage humanitaire, elle utilise les modes opératoires normalisés de la FSD Suisse. Les opérations sur le terrain sont souvent mis en œuvre conjointement. La FSD France porte cependant seule la responsabilité du reporting envers ses donateurs.

BABALA!!!
UXO
BABALA!!!
BABALA!!!
BABALA!!!

RAPPORT MORAL DU PRÉSIDENT

Cher membres, chères membres,

Ces dernières années, l'association FSD France a mis en oeuvre les contrats suivants:

PAYS	Durée	Contrat	EURO
CAR	15.06.15 - 15.12.16	Support au Ministère de la Défense en République Centrafricaine pour le rétablissement des infrastructures détruites pendant la guerre.	1'498'450
PHILIPPINES	01.09.15 - 28.02.17	Lutte contre les munitions non-explosées en support au processus de paix à Mindanao.	1'350'000
	01.01.14 - 31.08.15		875'000
	01.11.12 - 31.12.13		552'098
LIBAN	01.09.10 - 31.05.12	Déminage de sous-munitions au sud du Liban.	989'539
	15.02.08 - 31.12.08		650'000
ANGOLA	18.01.11 - 16.05.16	Expertise IMSMA pour le système de gestion des données liées à la lutte contre les mines en Angola.	550'000

Pendant l'année 2015, FSD France s'est penchée sur les trois actions concrètes suivantes :

En **Angola**, et depuis 2011 déjà, notre association continue de mettre à disposition des autorités de coordination de lutte contre les mines, un expert informatique pour la mise en œuvre d'une banque de données spécialisée, qui a été développée par le GICHD à Genève : Il s'agit du système IMSMA qui est devenu, au fil des années, un outil standard pour les autorités de déminage de la plupart des pays affectés par les mines. Cette collaboration se fait dans le cadre d'un consortium dirigé par CIVI.POL et pour le compte de la Commission Européenne en Angola. Le contrat vient d'être prolongé jusqu'au 5.11.2016 ; il est probable que le contrat et la présence de l'association en Angola arriveront ensuite à échéance.

La FSD France a ouvert ses bureaux à Cotabato, au sud des **Philippines**, en 2012. Depuis, des équipes de spécialistes formés par un expert international, interviennent sur les munitions non-explosées qui menacent la population dans les zones de conflits peu médiatisés, qui ravagent cette partie du pays depuis des années. L'action de la FSD s'inscrit dans le processus de fragile ensemble avec le gouvernement des Philippines et le MNLF, un groupe de rebelles. Il est probable que l'association a encore des années de travail aux Philippines, pour autant que la Communauté Européenne mette à disposition les budgets nécessaires.

L'association s'est seulement implantée à Bangui, en **République Centrafricaine**, en juin 2015. Ce pays a été ravagé par la guerre civile. L'armée a presque cessé d'exister ; elle a même perdu le contrôle administratif de ses membres. Dans ce contexte chaotique, l'association apporte son soutien au Ministère de la Défense, afin que le contrôle civil sur l'armée soit rétabli. L'équipe de la FSD France basée à Bangui a réhabilité plusieurs bâtiments administratifs du camp Kasai appartenant à l'armée, pour que les militaires puissent déposer leurs armes en sécurité. La FSD a aussi mandaté une société informatique afin de développer un outil de gestion permettant la saisie et la gestion administrative de l'ensemble des soldats appartenant à l'armée.

L'activité que l'association mène dans ce pays sort un peu du cadre ordinaire, mais elle est éminemment utile pour la population civile, qui a besoin que l'état conserve un minimum de fonctionnement sécuritaire – et une armée nationale en fait partie.

Etant donnée la spécificité et la technicité de son travail, ainsi que le mode de financement provenant presque exclusivement de la Communauté Européenne, sur la base de contrats détaillés, l'association n'a pas développé des activités de recherche de fonds ou de communication auprès du grand public, ni en France ni dans d'autres pays.

Le contrat arrive à échéance fin 2016, et il est encore incertain que l'action de l'association dans ce pays puisse continuer au-delà.

Lors de l'Assemblée Générale de 2015, les membres ont voté pour l'introduction d'une **cotisation annuelle** de 30 Euro. Malheureusement, certains membres ne se sont pas acquittés de cette somme. Nous désirons remercier vivement les membres qui ont payé leur cotisation annuelle !

En 2016, l'association continuera à avoir des contacts avec la Communauté Européenne, dans le but d'accroître ses activités dans les pays existants, voire de s'implanter dans des pays nouveaux comme le Tchad.

Hansjörg Eberle
Président
14.7.2016

Sanitaires construits pour les FACA par les équipes FSD

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Après la guerre civile en 2013-2014, la République Centrafricaine continue de faire face à une situation politique complexe et explosive. Sous la présidence de Catherine Samba Panza, le gouvernement intérimaire a dirigé le pays pendant la période transitoire de janvier 2014 jusqu'aux élections de décembre 2015. Tout au long de ce processus politique, le soutien apporté par la communauté internationale, aussi bien du point de vue de la sécurité que du point de vue humanitaire a été primordial. Selon les données des Nations Unies, la situation était encore dramatique fin décembre 2015, avec 452'000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et 451'100 réfugiés ayant besoin d'aide humanitaire, tandis que près de 2,3 millions de résidents faisaient face à une grave pénurie alimentaire.

Malgré plusieurs tentatives pour trouver une solution politique durable, la situation en matière de sécurité a connu des flambées périodiques de violence, dont la plus sérieuse fut la tentative de coup d'état de septembre 2015. La situation dans le reste du pays ne s'est pas non plus améliorée, malgré le déploiement complet de la MINUSCA (Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en Centrafrique), et la force d'intervention militaire française SANGARIS, qui essaient d'aider les forces locales à garantir des élections sécurisées.

Une dérive criminelle généralisée a accompagné la fragmentation des groupes armés en un grand nombre de sous-groupes non coordonnés. Réorienter et intégrer tous ces groupes constituera un gros défi à relever pour le nouveau gouvernement légitime, enfin mis en place fin 2015. Tous les indicateurs laissent malheureusement à penser qu'une pacification durable de tous les groupes armés est encore loin de devenir une réalité.

Dans ce contexte explosif, FSD France a mis en place des projets divers, visant un soutien général aux forces armées centrafricaines (FACA) et au Ministère de la Défense. Le rétablissement de forces de sécurité, de forces juridiques et de forces de l'ordre structurées, professionnelles et bien organisées, est un élément central dans l'effort de stabilisation du pays tout entier. L'objectif de ce projet est par conséquent de contribuer à renforcer la capacité du gouvernement à mieux contrôler l'ensemble de ses forces de sécurité, en ouvrant la voie à une réforme complète du secteur de la sécurité. Cette réforme portera notamment sur la promotion des valeurs et des normes des forces armées modernes, gouvernées par des mécanismes et des principes démocratiques. Sans forces de sécurité nationales bien structurées, bien gérées, et donc de confiance, il sera impossible d'assister les personnes déplacées et les parties de la population qui ont besoin d'une aide humanitaire. Quant aux réfugiés, ils ne retourneront pas dans leurs foyers sans un minimum de sécurité dans leurs villages. FSD France apporte par conséquent son aide à la partie civile du ministère de la Défense et des forces armées centrafricaines, afin de leur permettre de rétablir une structure professionnelle, et de garantir l'efficacité de leurs processus de gestion et de prise de décision à l'aide de différentes initiatives.

S.POCKOUZOU

FSD
FSD
FSD
FSD
FSD

Le premier volet porte sur le domaine des outils de gestion. La FSD France a développé une infrastructure informatique et une base de données biométriques, qui permet aux forces armées centrafricaines de contrôler et de reconstituer son personnel civil et militaire de façon professionnelle. Le projet comprend la réhabilitation des principales installations de coordination, de services administratifs et de logistique, et notamment l'installation de réseaux informatiques dans tous les locaux, ainsi qu'un large parc de PC, de serveurs et d'équipements de communication.
Parallèlement au développement de matériel et de logiciels, il s'est révélé indispensable de dispenser une formation continue au personnel des RH et d'autres services, pour qu'ils sachent utiliser ces nouveaux outils et adapter leurs processus internes à ces nouveaux outils et infrastructures. FSD France a également lancé la formation d'un petit groupe de professionnels de l'informatique au sein du ministère, dans le but de permettre au personnel gouvernemental de maintenir et de sécuriser les nouveaux outils avec le plus haut degré possible d'autonomie, à moyen et long terme. D'autres modules, qui permettront la participation et l'encadrement de l'ensemble du personnel, seront programmés et ajoutés à la structure des RH et à l'encadrement des forces armées et du ministère.
Enfin, la FSD France a aussi réhabilité l'infrastructure et les bâtiments du camp militaire central de Kassay. Le camp offre des zones d'hébergement et de travail pour environ 2'000 soldats et officiers. Le projet a été financé par le PNUD et réalisé en coordination avec la MINUSCA. Les travaux de réhabilitation d'autres camps et installations du ministère ont démarré; ils se poursuivront en 2016, avec des financements de l'Union Européenne. En outre, les défis en matière de réhabilitation des infrastructures ont reçu une attention maximale, aussi bien au niveau du renforcement national des capacités, au sein du personnel du ministère, que pour le projet de gestion de l'information.

ANGOLA

En Juillet 2010 FSD France, en consortium avec six autres prestataires de service, et sous la direction de la société française CIVI.POL, a gagné un appel d'offre de la Communauté Européenne, pour une opération d'assistance de gestion opérationnelle et de développement des capacité de l'autorité nationale contre les mines de la République d'Angola.

FSD France contribue au travail de ce consortium avec un expert informatique spécialisé dans la programmation et dans l'exploitation de bases de données.

Pour l'autorité nationale, l'information représente une ressource stratégique précieuse qu'il faut gérer de façon adéquate, afin qu'elle puisse servir de base à la prise de décisions. Il est possible de faire face à la complexité de la gestion de l'information grâce aux moyens informatisés. L'information doit être présentée avec une vision structurée des buts et des objectifs précis à atteindre. L'outil informatique utilisé par la majorité des autorités nationales de pays atteints par le fléau des mines est la base de donnée IMSMA.

Il ne s'agit pas seulement de mettre en place cet outil. La gestion de l'information dans cette base de données doit constamment améliorer la capacité de traitement de l'information, renforçant de la sorte le soutien offert par la direction, et donnant lieu à des pratiques exemplaires.

L'expert de FSD France a formé et supervisé les spécialistes nationaux dans le recensement, le traitement et l'extraction des données pour l'ensemble du personnel de l'autorité même, ainsi que pour tous les utilisateurs dans l'action contre les mines dans la République d'Angola.

I.N.A.D.
I.N.A.D.
I.N.A.D.
I.N.A.D.
I.N.A.D.
I.N.A.D.

BABALA!!!
Ang UXO o bombang hindi sumabog ay mapanganib. Maaaring sumabog at nakamamatay!
BOMBA O UXO (UNEXPLODED ORDNANCE)
Ang HINDI dapat gawin:
Huwag tapakan ang UXO.
Huwag hawakan ang UXO.
Huwag pulutin o ibenta ang UXO.
Huwag pukpukin o kalasin ang UXO.
Huwag paglaruan ang UXO.
Huwag bukayin ang UXO.
Huwag tunakin o sundutin ang UXO.
Huwag batuhin ng anumang bagay ang UXO.
Huwag sunugin ang UXO.
Ang DAPAT gawin:
I-Report agad sa Pulis o sa inyong Barangay Officials.
100mm Projectile
M371 90mm Anti Tank Projectile
2.75 Rocket
Hand Grenades
40mm Grenade
FSD
European Union
THIS SCHOOL WAS A RECIPIENT OF
UXO RISK EDUCATION ON
FUNDED BY THE EUROPEAN UNION
MINE ACTION SUPPORT TO THE PEACE PROCESS.

PHILIPPINES

Pendant toute l'année 2015, FSD France a poursuivi la mise en œuvre d'actions de déminage aux Philippines, dans le cadre du programme de l'Union Européenne intitulé Soutien à l'Accord global sur le Bangsamoro. Le programme actuel soutient le processus de paix à Mindanao. Il comprend l'enquête non technique sur les munitions non-explosées (UXO), l'éducation aux risques liés aux mines (ERM), la coordination de la neutralisation des munitions non-explosées et de l'élimination des explosifs, ainsi que le renforcement des capacités en matière de gestion des stocks d'explosifs pour les personnes et les organisations impliquées dans les processus de paix et de désarmement.
FSD France a complété 450 enquêtes de communautés locales et de villages de la région de Mindanao. 134 communautés ont identifié les dangers liés à des munitions non-explosées; 101 blessures par mines et munitions non-explosées ont été signalées et ont fait l'objet d'une enquête. La majorité de ces accidents sont dus à des munitions non-explosées, notamment des grenades de 40 mm. Ces communautés ont été retenues en priorité pour la sensibilisation aux risques des mines. En 2015, FSD France et son réseau de volontaires locaux ont dispensé 394 formations, à 50'525 bénéficiaires. Ils ont également participé à la coordination des équipes de neutralisation des explosifs de la police et de l'armée, des autorités locales et du Front de libération islamique Moro, afin de mener des actions de neutralisation des munitions non-explosées.
Le programme de sensibilisation du début de l'année a été consacré à la diffusion de conseils de sécurité à l'intention des personnes évacuées des zones touchées par le conflit, suite à un grave accident de sécurité en janvier. L'éducation aux risques liés aux mines et aux munitions non-explosées a permis de garantir la sécurité des populations de retour d'exil dans leurs villages.
En prévision de l'intégration de l'éducation aux risques liés aux mines dans le programme scolaire de Mindanao, deux formations pilotes ont été lancées en 2015 pour les professeurs de la province de Cotabato et de la ville de Zamboanga.
Au cours de l'année 2015, cinq formations de formateurs ont été dispensées. Elles ont été suivies par 81 formateurs volontaires, élargissant le champ des formateurs et développant une capacité d'éducation aux risques des mines locale et auto-suffisante au sein des organisations locales.
20 membres des forces armées islamiques du Bangsamoro et de la Bangsamoro (Islamic Women's Auxiliary Brigade) ont été formés en tant qu'éducateurs aux risques des mines. L'objectif de cette formation était double: fournir des éducateurs aux risques d'explosifs dans les zones sous contrôle du mouvement séparatiste, et évaluer l'efficacité du renforcement des capacités de son personnel. La formation a été un véritable succès. Les parties au conflit ont permis à des étudiants jeunes, actifs et désireux d'apprendre, de participer à la formation. Cela est de bonne augure pour la future formation à la neutralisation des explosifs et à la gestion des munitions en sécurité, prévue pour le groupement séparatiste.

Les instructeurs de FSD France ont également formé le personnel de la Joint Peace and Security Team aux procédures de reporting et de sensibilisation aux risques liés aux munitions non-explosées. Composées de membres du personnel des deux parties opposantes, ces équipes seront responsables du maintien de la paix et de l'ordre, lors de la phase de désarmement de l'accord de paix de Mindanao. Une formation supplémentaire est prévue en 2016.

Le programme comprend une assistance à la coordination de la neutralisation des munitions non-explosées. Dans l'attente de l'évolution du processus de paix, la création d'un centre régional d'action antimines n'a pas encore été réalisée. Le centre d'action antimines de facto reste la Force opérationnelle conjointe antimines, qui est composée de FSD France, de son partenaire local, la campagne antimine des Philippines, du Comité commun pour la coordination de la cessation des hostilités, et du Groupe international d'observation. Depuis la fin de l'année 2015, 25 missions de neutralisation des munitions non-explosés ont été coordonnées par la FSD France. Une telle coordination constitue une partie essentielle du processus de paix, puisqu'elle permet de réunir le gouvernement philippin et le mouvement séparatiste pour la planification et la coopération.

FSD France cherche désormais à poursuivre son programme dans le cadre de la structure actuelle de la subvention pour 2016-2017 et au-delà, et de l'étendre, afin d'inclure le renforcement des capacités, pour la sensibilisation aux armes légères et de petit calibre, à la destruction et à la gestion des stocks, en soutien au processus de désarmement à Mindanao.

RAPPORT DE PERFORMANCE

FSD France compte aujourd'hui des membres actifs - ou adhérents - provenant d'une dizaine de pays dans le monde. Ses membres bénévoles se réunissent tous les ans lors d'une Assemblée générale, sous forme d'un forum internet. Le Bureau se réunit quant à lui deux fois par année, pour évaluer et décider des défis de développement et de réalisation de projets opérationnels.

Le bureau est composé des personnes suivantes:

Hansjoerg Eberle, Président, 2008 - 2018
Benedikt Truniger, Vice-Président, 2008 - 2018
Roland Sidler, Membre du Bureau, 2008 - 2018
Jean-Paul Créspy, Membre du Bureau, 2008 - 2018
Jean-Claude Peter, Membre du Bureau, 2008 - 2018

En 2015, au niveau de la performance opérationnelle, la FSD France a:

Complété 450 enquêtes de communautés et villages, dont 134 ont été identifiés avec des pollutions liées à des munitions non-explosées.

Atteint 50'525 bénéficiaires au travers de 394 formations de sensibilisation aux risques de mines.

Réhabilité un camp offrant hébergement et zone de travail pour 2'000 soldats et officiers.

Finalisé la programmation d'une base de données pour l'enregistrement biométrique de 10'000 employés.

Enfin, toujours en 2015, la FSD France a renouvelé la certification ISO 9001:2008, qui couvre les domaines des programmes d'action antimines et la gestion globale des projets, ainsi que toutes les activités qui y sont liées, parmi lesquelles la collecte de fonds, les relations avec les donateurs, la formation, la gestion du risque et les processus de soutien associés.

Pylône de communication du MOD construit par l'équipe FSD

RAPPORT FINANCIER

BILAN au 31.12.2015

MONTANTS EN EURO	2014	2015
Actif circulant et ressources reportés /1	362'479	2'002'265
Fonds propres /2	88'568	107'205
Dettes /3	273'911	1'895'060

COMPTE DE RÉSULTAT au 31.12.2015

MONTANTS EN EURO	2014	2015
Produits d'exploitation /4	589'391	965'040
Produits financiers /5	39'544	65'418
Charges d'exploitation /6	602'653	1'007'469
Charges financières	2'123	4'352
Résultat d'exploitation	**24'158**	**18'637**

Règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivant du Plan Comptable Général 2014.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29.11.83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Comme l'année précédente, l'audit a été réalisé par Bruijnse Expert-Comptable et Commissaires aux Comptes S.A.R.L., Bourdeau, France.

/1 Ce montant inclue principalement des préfinancements du bailleur de fonds
/2 Ce montant comprend le capital propre de l'association, y compris le résultat de l'année précédente
/3 Ce montant comprend EURO 1'415'125 de produits constatés d'avance
/4 Ce montant comprend principalement les subventions d'exploitation qui proviennent dans leur globalité de la Communauté Européenne
/5 Ce montant comprend principalement les charges administratives, accordées par le bailleur de fond
/6 Ce montant comprend notamment deux nouveaux projets en 2015: Le premier projet se situe à Bangui, en République Centrafricaine. L'action s'étend sur une période de 18 mois, elle a débuté le 15.6.15. Le montant de la subvention accordée est de 1'498'453 EURO. Le second projet se situe à Cotabato, aux Philippines. L'action s'étend sur une période de 18 mois. Elle a débuté le 1.9.15. Le montant de la subvention accordée est de 1'350'000 Euro.

SYSTEM CERTIFICATION
ISO 9001
SGS